



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

The Capital Markets Company
S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021
The Capital Markets Company S.A.S.
121 avenue de Malakoff - 75116 Paris

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

The Capital Markets Company S.A.S.

121 avenue de Malakoff - 75116 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société The Capital Markets Company S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société The Capital Markets Company S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Engagements de retraite" de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable lié à la modification du 5 novembre 2021 de la recommandation ANC n°2013-02, au titre des modalités d'estimation des engagements de retraite.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 10 juin 2022

KPMG SA

Xavier NIFFLE

Associé

Bilan Actif

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	847 295	719 020	128 276	104 014	
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	2 659 776		2 659 776	2 540 026	
Autres immobilisations financières	139 644		139 644	139 597	
	TOTAL (II)	3 646 715	719 020	2 927 696	2 783 637
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés	8 044 944		8 044 944	3 590 250	
Autres créances	17 544 320		17 544 320	13 678 124	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES				105 855	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 765		2 765	1 626 134
	TOTAL (III)	25 592 029		25 592 029	19 000 362
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	342 499		342 499	253 127	
	TOTAL ACTIF (I à VI)	29 581 243	719 020	28 862 224	22 037 127

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

2 799 420

2 679 623

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	37 000	37 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	3 700	3 700
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	7 954 614	7 954 614
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(1 285 738)	2 230 581
Résultat de l'exercice	(15 170)	(3 516 319)	
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	6 694 406	6 709 576
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	3 268 425	4 814 991
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	3 268 425	4 814 991
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	9 842 354	4 973 888
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 389 143	1 018 349
	Dettes fiscales et sociales	6 888 735	4 069 592
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	92 592		
Produits constatés d'avance (1)	562 856	215 163	
	Total des dettes	18 775 679	10 276 992
	Ecarts de conversion passif	123 714	235 568
	TOTAL PASSIF	28 862 224	22 037 127
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	18 775 679	10 276 992
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

				31/12/2021	31/12/2020
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	17 737 070	4 326 722	22 063 792	18 411 878
	Montant net du chiffre d'affaires	17 737 070	4 326 722	22 063 792	18 411 878
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			1 745 111	263 412
	Autres produits			131 704	256 477
Total des produits d'exploitation (1)				23 940 607	18 931 766
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			6 078 389	5 103 517
	Impôts, taxes et versements assimilés			196 007	307 278
	Salaires et traitements			12 655 272	11 049 759
	Charges sociales du personnel			5 423 816	5 509 905
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			63 797	37 327
	- charges d'exploitation à répartir				
Dotations aux dépréciations :					
- sur immobilisations					
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions			89 371	815 235	
Autres charges			21 217	15 006	
Total des charges d'exploitation (2)				24 527 870	22 838 027
RESULTAT D'EXPLOITATION				(587 263)	(3 906 261)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2021	31/12/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		(587 263)	(3 906 261)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	557 557	737 617
Total des produits financiers		557 557	737 617
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	(14 536)	122 115 255 662
Total des charges financières		(14 536)	377 777
RESULTAT FINANCIER		572 093	359 840
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(15 170)	(3 546 421)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		17
Total des produits exceptionnels			17
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			17
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES			(30 084)
TOTAL DES PRODUITS		24 498 164	19 669 401
TOTAL DES CHARGES		24 513 334	23 185 720
RESULTAT DE L'EXERCICE		(15 170)	(3 516 319)

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Le bilan de l'exercice présente un total de **28 862 224** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **24 498 164** euros et un total **charges** de **24 513 334** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-15 170** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production n'inclut pas le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Règles et Méthodes Comptables

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé dans l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurant au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Faits caractéristiques

Acquisition de CAPCO par WIPRO:

La société a été rachetée dans le courant de l'exercice 2021 par le groupe WIPRO. Ce rachat n'a pas entraîné de changement majeur au niveau de la direction de la société.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres						
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	273 607					273 607
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	484 750		88 938			573 688
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	758 357		88 938			847 295
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	2 679 623		119 797			2 799 420
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 679 623		119 797			2 799 420
TOTAL	3 437 980		208 736			3 646 715

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement			
	Fonds commercial			
	Autres immobilisations incorporelles			
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
CORPORELLES	Terrains			
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement			
	Instal technique, matériel outillage industriels			
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	257 094	9 058	266 152
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau, mobilier	397 249	55 619	452 868
	Emballages récupérables et divers			
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	654 343	64 676	719 020	
TOTAL	654 343	64 676	719 020	

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	344 186		219 428	124 758
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme	1 037 659		1 037 659	
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	253 127	89 371		342 499
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	3 180 019		378 851	2 801 168	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		4 814 991	89 371	1 635 938	3 268 425
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL		4 814 991	89 371	1 635 938	3 268 425
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		89 371	1 635 938	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	2 659 776	2 659 776	
	Autres immobilisations financières	139 644	139 644	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	8 044 944	8 044 944	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	563 765	563 765	
	Impôts sur les bénéfices	68 938	68 938	
	Taxes sur la valeur ajoutée	157 749	157 749	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	738	738	
	Groupe et associés (2)	15 805 451	15 805 451	
	Débiteurs divers	947 680	947 680	
	Charges constatées d'avances	2 765	2 765	
TOTAL DES CREANCES		28 391 449	28 391 449	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		2 819 552		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		2 699 802		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	833 057	833 057		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 389 143	1 389 143		
	Personnel et comptes rattachés	3 158 743	3 158 743		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 192 725	2 192 725		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 514 259	1 514 259		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	23 008	23 008		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	9 009 297	9 009 297		
	Autres dettes	92 592	92 592		
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	562 856	562 856			
TOTAL DES DETTES		18 775 679	18 775 679		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 666 114			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 609 508			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2021	31/12/2020	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	2 846 396	2 465 020	381 375	<i>15,47</i>
Autres créances	564 503		564 503	
TOTAL	3 410 899	2 465 020	945 878	<i>38,37</i>

Libellé	Montant
Clients factures à établir	2 846 395,87
Autres produits à recevoir	563 764,78
T.V.T.S à payer	737,96

Charges à payer

	31/12/2021	31/12/2020	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	778 043	407 249	370 793	91,05
Dettes fiscales et sociales	4 562 923	3 282 380	1 280 543	39,01
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	5 340 966	3 689 629	1 651 337	44,76

Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2021	31/12/2020	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	2 765	1 626 134	(1 623 368)	-99,83
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	2 765	1 626 134	(1 623 368)	-99,83

Produits constatés d'avance

	31/12/2021	31/12/2020	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	562 856	215 163	347 693	161,60
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	562 856	215 163	347 693	161,60

Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2020	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2021
Capital social	37 000				37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale	3 700				3 700
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées	7 954 614				7 954 614
Autres réserves					
Report à nouveau	2 230 581	(3 516 319)			(1 285 738)
Résultat de l'exercice	(3 516 319)	3 516 319		(15 170)	(15 170)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	6 709 576			(15 170)	6 694 406

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1

6 709 576

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif

6 709 576

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure

(15 170)

Capital social

	31/12/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	1 000,00	37,0000	37 000,00
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	1 000,00	37,0000	37 000,00

Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	17 737 070	4 326 722	22 063 792
TOTAL	17 737 070	4 326 722	22 063 792

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations:

a) Prestation en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations sont reconnus au fur et à mesure de la réalisation de la prestation.

b) Prestation au forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode "à l'avancement". Les coûts sont reconnus lorsqu'ils sont encourus

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Effectif moyen

		31/12/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		131	
	Professions intermédiaires			
	Employés			
	Ouvriers			
	TOTAL		131	

Engagements de retraite

Le 5 novembre 2021, l'Autorité des Normes Comptables (ANC) a modifié sa recommandation n°2013-02, en introduisant la possibilité de choisir entre deux méthodes pour la comptabilisation des droits de prestations relatifs aux régimes octroyant un avantage aux salariés présents dans l'entreprise à leur date de départ à la retraite, lequel est plafonné à hauteur d'un montant maximal et conditionné à une durée minimale d'activité au sein de l'entreprise.

Cette modification fait suite à la décision de l'IFRS IC, publiée le 24 mai 2021, concluant pour ce type de régime qu'aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et que les droits sont plafonnés après un certain nombre d'années d'ancienneté. La Société a décidé d'appliquer la méthode retenue par l'IFRS IC.

L'impact de l'application de cette recommandation sur le calcul des engagements de retraite de la société s'élève à 377 K€.

Les engagements de retraite, y compris la retraite chapeau, sont valorisés pour 2 801 K€ et comptabilisés à la clôture. Le calcul tient compte d'un taux d'actualisation de 1,20% pour les indemnités de départ à la retraite et 0,80% pour les retraites chapeau, avec un taux de charges sociales de 45% ainsi qu'un taux d'inflation compris entre 1,75% et 2,0%.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2021	31/12/2020	%	%	31/12/2021	31/12/2020	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	40 000	71 428	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	40 000	71 428	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	40 000	71 428	100,00	100,00				

Écarts de conversion

Le montant des écarts de conversion actif s'élève à 342 498.72 €

Le montant des écarts de conversion passif s'élève à 123 713.88 €

Annexe libre

Société consolidante

La société Cardinal Holdings LP domiciliée aux Îles Caymans établit les états financiers consolidés du groupe.

Dettes futures d'imposition 2021

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25% fait ressortir une créance future d'un montant de 7 596 160 €.

Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
Liés aux amortissements	
Liés aux provisions	
Liés aux plus values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases courant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductible de l'exercice	1 019 791
Provision pour engagement retraite	2 801 168
Provision pour litiges	124 758
Provision pour perte de change	342 499
B. Total des bases concourant à diminuer de la dette future	4 288 215
C. Déficit reportables	25 961 378
D. Moins values à long terme	0
Estimation du montant de la créance future	30 249 593
Impôt valorisé à 25%	7 596 160

Annexe libre

Résultat financier

7681000	Intercompany Interests Income	557 557
---------	-------------------------------	---------

Produits financiers		557 557
----------------------------	--	----------------

66180000	Charges d'intérêts intragroupe	-4 032
----------	--------------------------------	--------

66181000	Intérêts des dettes commerciales	-9 303
----------	----------------------------------	--------

66831100	IP Royalty Fee Expens	-1 201
----------	-----------------------	--------

Charges financières		-14 536
----------------------------	--	----------------

Résultat Financier		572 093
---------------------------	--	----------------

Evénements postérieurs à la clôture

Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine déclenchée par la Russie le 24 février 2022 pourrait avoir des conséquences économiques et financières importantes au niveau mondial. Les sanctions qui visent la Russie pourraient avoir des incidences significatives pour les sociétés ayant des activités ou des relations d'affaires avec la Russie.

A la date d'arrêté des comptes annuels, la Société n'a pas d'activité ou de relations d'affaires avec la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine.